

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP10, Buenos Aires, décembre 2004.

Les différents organes des Nations Unies doivent coopérer

Le CAN accueille positivement le fait que la COP se penche plus en avant sur la question de l'adaptation (on parle même de la "COP de l'adaptation"), à l'heure où les effets néfastes du changement climatique se font déjà sentir.

Il soutient pleinement deux déclarations faites à la plénière du 6 décembre : tout d'abord celle qui affirme que nous expérimentons déjà les effets néfastes du changement climatique et celle selon laquelle, en parallèle des actions indispensables d'adaptation, un régime contraignant d'atténuation doit impérativement être mis en place pour éviter davantage d'effets néfastes.

À partir de ce constat, le CAN pense qu'il est indispensable de développer les synergies et la coopération entre les différents organes des Nations-Unies. Cela permettrait une meilleure efficacité, non seulement dans la construction d'un régime approprié d'adaptation, mais aussi dans le soutien aux réductions d'émissions, minimisant ainsi le risque que la hausse de la température mondiale dépasse 2°C par rapport au niveau pré-industriel. À la lumière de cela, il est scandaleux de constater que certains pays développés s'opposent au maintien sur l'agenda de la demande de l'Assemblée Générale des Nations-unies pour que la COP fasse des propositions à partir du programme d'action de Barbade. La communauté internationale a le devoir moral d'aider autant qu'elle le peut les pays les plus vulnérables, qui subissent de plein fouet les impacts d'un phénomène dont ils ne sont pas à l'origine.

De la même manière, la conférence mondiale sur la prévention des catastrophes a fait l'objet d'une même requête de la part de l'AG des Nations Unies. Tout régime futur d'adaptation devra être centré sur cette question, en raison de la multiplication rapide des phénomènes climatiques extrêmes, de l'augmentation de leur intensité, mais aussi de l'envol des coûts et du nombre de personnes touchées au cours des deux dernières décennies.

Malgré cela, les Etats-Unis continuent d'essayer de faire remplacer l'expression "changement climatique" par "vulnérabilité climatique", alors que d'un point de vue scientifique, ces deux termes renvoient à des réalités bien distinctes. Il ne reste que peu de temps avant ces réunions, le CAN appelle donc vivement les parties à agir durant cette COP pour soutenir ces processus. Les parties doivent, au minimum, envoyer un signal fort en ce sens.

Par ailleurs, au vu des 14^e et 15^e sessions de la Commission des Nations Unies pour le Développement Durable, on peut difficilement imaginer forum mieux approprié pour que les parties fassent des propositions constructives et relancent le processus afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'article 2 de la Convention. Cela constitue également une opportunité pour s'engager dans l'unique forum multilatéral qui traite d'énergie. Cela doit être une priorité parce que ce forum peut encore être préparé convenablement et parce que la question de l'énergie est au cœur du débat sur le changement climatique. (...Suite au verso)

Les fautes professionnelles de la Banque mondiale mises en évidence

Des chercheurs du Réseau économie et énergie durable (Sustainable Energy and Economy Network - SEEN) publieront vendredi un rapport majeur qui détaille comment la Banque Mondiale - l'institution de développement en charge de mener à bien les objectifs du Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992 - n'a non seulement pas respecté son mandat mais l'a en réalité saboté.

Mauvais tour de Rio : La route de la Banque Mondiale vers la catastrophe climatique (Wrong Turn From Rio: The World Bank's Road to Climate Catastrophe) révèle comment la Banque présente de façon trompeuse ses programmes d'énergie renouvelable et de financement carbone, et masque les impacts de ses projets conventionnels sur le climat. L'étude examine la contradiction entre le mandat de la Banque et sa contribution à la prolifération des combustibles fossiles. Depuis le Sommet de la Terre, tous les 14 jours, la Banque Mondiale approuve un projet de combustion fossile, écrasant les prêts pour les renouvelables par un ratio de 17 à 1. Elle a approuvé autour de 28 milliards de dollars en financement pour l'extraction de combustibles fossiles, les centrales électriques et les réformes sectorielles. Les chercheurs de SEEN estiment qu'une fois réalisés, ces projets, au cours de leur vie, généreront plus de 43 milliards de tonnes de CO₂ (les émissions mondiales de CO₂ s'élèvent à 24.5 milliards de tonnes en 2002). La plupart de ces émissions auront lieu dans les pays du Nord, car la Banque a approuvé 52 projets d'extraction de combustibles fossiles destinés à l'exportation. Dans le secteur du pétrole, plus de 82 % des projets financés par la Banque sont orientés vers l'exportation. (...Suite au verso)

(...Suite de l'Article "Les différents organes des Nations Unies doivent coopérer", au recto)

Pour la même raison, le CAN soutient la déclaration de Tuvalu qui souhaite que la question de l'énergie pour un développement durable soit inscrite sur l'agenda de la prochaine COP.

Par contre, le CAN est en total désaccord avec la position des Etats-Unis qui ont déclaré pendant la plénière que de longues discussions avaient eu lieu à Marrakech à propos du Sommet Mondial sur le Développement Durable sans que des progrès aient été accomplis. Une déclaration bien hypocrite puisque les Etats-Unis et leurs alliés sont responsables de l'absence de contribution substantielle à ce sommet, et de mesure concrète pour favoriser l'utilisation des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, ainsi que pour réduire les subventions aux énergies fossiles.

Le CAN presse donc les parties de reconnaître leurs responsabilités et d'aller de l'avant sur ce point, et de ne pas se laisser prendre en otage par un ou deux Etats puissants. Comme cela a été mentionné à l'ouverture de la plénière, nous ne sommes pas au Conseil de Sécurité où un seul pays peut décider, avec son droit de veto, de s'opposer à tous les autres.

Le CAN est convaincu que les Etats-Unis, qui ont joué un rôle important dans la définition des accords de Kyoto, finiront, au bout du compte par se joindre au club des pays qui ont ratifié cet accord.

Nous pensons, à l'image de Winston Churchill qu' "au final, les Etats-Unis iront dans le bon sens... une fois qu'ils auront épuisé toutes les autres possibilités"

Le CAN classe les "pays-clé"

Lors de son side event qui s'est tenu hier, le CAN a présenté un classement comparant les performances d'une liste de "pays clé" et de l'UE. Ces estimations sont le résultat d'une consultation parmi les membres du CAN dans les pays choisis, selon deux ensembles de critères.

Les critères pour les pays de l'Annexe I étaient : leur leadership dans les négociations climat, la tendance de leurs émissions et la réalisation de leurs objectifs, leur politique nationale, leur contribution aux fonds et leur objectif de long terme. L'UE obtient le meilleur score avec 6/10, alors que les Etats-Unis se distinguent avec un score négatif : -1 ! Le Japon a pris la seconde place avec 3/10, la Russie obtient 2 et l'Australie 0.

Les critères pour les pays en développement étaient : le respect de leurs engagements au titre de la Convention ; le statut des communications nationales ; les politiques et mesures de développement durable ; la tendance des émissions et leurs projections, enfin le rôle dans les négociations internationales. Du fait des arrondis, la Chine, le Mexique et l'Afrique du Sud partagent la seconde place avec un score de 4 sur 10, tandis que le Brésil et l'Inde partagent la première avec 5. Le Brésil et l'Afrique du Sud ont été sauvés du déshonneur par leur rôle dans les négociations, le Mexique par le fait d'avoir déjà initié sa 3^e communication nationale, l'Inde et la Chine par leurs engagements en matière d'énergie renouvelable.

(...Suite de l'Article "Les fautes professionnelles de la Banque mondiale mises en évidence", au recto)

Comparé aux combustibles conventionnels, le soutien aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique a été minimal. Quand la direction de la Banque a rejeté le rapport de l'Extractive Industries Review - qui demandait un arrêt du financement du pétrole et du charbon - elle a prétendu soutenir à hauteur de "plus de 6 milliards de dollars" les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique. Pourtant, SEEN a examiné la liste sur laquelle la Banque s'était basée pour avancer ce chiffre, et découvert que seuls 2 milliards ont été consacrés à de tels projets. Mis au courant, un membre du personnel de la Banque a répondu par e-mail à SEEN en septembre que des erreurs seraient corrigées ; cela n'a pas été fait. De manière similaire, les projets de la Banque au titre du Mécanisme pour un développement propre ont sidéré même les supporters du commerce de carbone. Le traitement incompetent des mandats de Rio par la Banque prend sa source dans l'influence profonde du gouvernement Etats-unien. Les Etats-Unis disposent d'un droit de veto exclusif, notamment le Président et bloquent les initiatives des pays en développement quand ces derniers tentent d'obtenir un plus grand pouvoir au niveau du Conseil et de la mise en œuvre des projets.

Les auteurs du rapport recommandent aux négociateurs de flanquer la Banque à la porte du MDP, de la forcer à comptabiliser les émissions en aval de ses projets d'extraction et d'interdire l'usage des fonds de développement dans les projets de pétrole et de charbon destinés à l'exportation.

Le rapport est disponible en anglais et espagnol sur www.seen.org. Membre du CAN, SEEN est un projet conjoint de l'Institute for Policy Studies et du Transnational Institute.

- Bonne nuit ! N'oublie pas que le Docteur Business veille sur toi ! Ses pastilles MDP et Flex mechs t'aideront certainement à te remettre sur pied.



MAFALDA

Mafalda, érrant dans les couloirs de la COP, s'arrête, interpellée par le titre d'un Side Event : "10 ans de succès pour le business". Intriguée, elle s'infiltré et se retrouve au centre d'un festival de félicitations en faveur des actions menées par les industriels. Même situation un peu plus tard lorsqu'elle s'intéresse à une plénière sur le MDP : les pays d'Amérique Latine prônent une accélération du MDP pour permettre un décollage de leur développement et tous semblent ravis du travail accompli ! Sa visite à la présentation des pays de l'UE des politiques nationales est du même gabarit : on parle des millions de dollars qui seront mis dans les Fonds Carbone pour obtenir des crédits MDP et tous se retrouvent autour d'un cocktail pour faire leurs affaires. Après une journée bien remplie, Mafalda rentre à la maison, un peu perdue. Elle croise sa mère qui lui demande si le climat se porte bien. Mafalda, d'un air égaré, rétorque : "Le Business ? Ah ! Il se porte à merveille, bonne nuit maman".

REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le MEDD, la principauté de Monaco et ceux qui ont participé à ce numéro : Raphaëlle Gauthier, Philippe Quirion, Benoit Faraco, Emmanuel Martinez, Diane Vandaele et l'équipe de ECO anglais.

ECO français est disponible sur :
www.rac-f.org